



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Bureau Stratégie Achats et Marchés
Publics**



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Référence du marché : BSAMP973_2025-01

Conception, réalisation et installation d'une (ou plusieurs) oeuvre(s) d'art au titre du 1 % artistique dans le cadre de la construction du Pôle opérationnel de Degrad des Canes (bureaux, ateliers et hangars des Services de l'État liés à la mer, en Guyane) sur la commune de Remire-Montjoly

CCAG de référence : Prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021

CPV principal : 92312000-1 Services artistiques

92311000-4 Oeuvre d'art

Table des matières

PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	4
1.1 – Généralités.....	4
1.1.1 – Objet du marché.....	4
1.1.2 – Représentation des parties.....	4
1.1.2.1 – Représentation du pouvoir adjudicateur.....	4
1.1.2.2 – Représentation du titulaire.....	4
1.1.3 – Obligations générales des parties.....	4
1.1.3.1 – Notification des décisions et informations.....	4
1.1.3.2 – Notification des informations relatives au titulaire.....	5
1.1.3 – Procédure de passation, forme et étendue du marché.....	5
1.1.4 – Allotissement.....	5
1.1.5 – Pièces contractuelles.....	5
1.2 – Régime financier.....	5
1.2.1 – Prix.....	5
1.2.1.1 – Contenu du prix.....	6
1.2.1.2 – Variation des prix.....	6
1.2.1.3 – Unité monétaire.....	6
1.2.1.4 – TVA.....	6
1.2.2 – Précisions sur les modalités de règlement.....	6
1.2.2.1 – Avance.....	6
1.2.2.2 – Acomptes.....	6
1.2.2.3 – Paiement.....	6
1.2.2.4 – Contenu des factures.....	6
1.2.2.5 – Modalités de transmission des factures.....	7
1.2.2.6 – Délais de paiement.....	7
1.2.2.7 – Intérêts moratoires.....	7
1.2.3 – Règlement en cas de groupement d’opérateurs.....	7
1.3 – Délais, pénalités et primes.....	7
1.3.1 – Délais et durée d’exécution.....	7
1.3.2 – Pénalités.....	7
1.3.2.1 - Pénalité pour retard.....	7
1.3.2.2 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	8
1.3.3 – Primes.....	8
1.6 – Exécution.....	8
1.6.1 - Lieux d’exécution.....	8
1.6.2 – Livraison.....	8
1.6.3 – Prestations supplémentaires ou modificatives.....	8
1.6.4 – Clause de réexamen.....	8
1.6.5 – Exécution au frais et risques du titulaire.....	8
1.7 – Constatation de l’exécution des prestations – Garantie.....	9
1.7.1 – Opérations de vérifications.....	9
1.7.2 – Destruction des données.....	9
1.8 – Résiliation.....	9
1.9 – Dispositions diverses.....	9
1.9.2 – Assurances.....	9
1.9.3 – Sous-traitance / co-traitance.....	9
1.9.3.1 – Sous-traitance.....	9

1.9.3.2 – Co-traitance.....	10
1.9.4 – Respect des principes d’égalité, de laïcité et de neutralité.....	10
1.9.5 - Discretion et confidentialité.....	10
1.9.6 – Protection des données à caractère personnel.....	10
1.9.7 – Protection de la main-d’oeuvre, des conditions de travail et de l’environnement.....	10
1.9.7.1 – Protection de la main-d’oeuvre et des conditions de travailleurs.....	10
1.9.7.2 – Protection de l’environnement.....	10
1.9.8 – Régularité fiscale et sociale.....	10
1.10 – Propriété intellectuelle et artistiques.....	11
1.10 – Différends.....	11
1.11 – Litiges et Contentieux.....	11
1.12 – Langue.....	11
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE LA COMMANDE.....	11
2.1 – Programme général.....	11
2.2 – La commande.....	12
2.3 – Montant de la commande.....	13
2.4 – Caractéristiques techniques : entretien et maintenance.....	14
2.4.1 – La durabilité.....	14
2.4.2 – L’entretien.....	14
2.4.3 – La maintenance.....	14
2.5– Visite du site.....	14
ARTICLE 3 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	14

PRÉAMBULE

Au sens du présent document :

- ◆ le Pouvoir Adjudicateur est la personne morale qui conclut le marché avec le titulaire : le pouvoir adjudicateur est l'État.
- ◆ le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.
- ◆ l'Administration est la personne publique bénéficiant des prestations réalisées par le titulaire.
- ◆ le Comptable assignataire des paiements est M. le Directeur Régional des Finances Publiques de Guyane

L'acheteur est :

L'État,
Représenté par M. le Préfet de Guyane
Rue Fiedmond - CS 57008
97307 CAYENNE Cedex

Services bénéficiaires : Secrétariat Général des Services de l'État en Guyane.

ARTICLE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

1.1 – Généralités

1.1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation d'une ou plusieurs œuvres d'art au titre du 1 % artistique à la suite des travaux de construction du Pôle opérationnel de Degrad des Cannes (bureaux, ateliers et hangars des services de l'État en Guyane) sis Route des plages à Rémire-Montjoly (97354).

1.1.2 – Représentation des parties

1.1.2.1 – Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques pourront être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur(s) nom(s) au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

1.1.2.2 – Représentation du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

1.1.3 – Obligations générales des parties

1.1.3.1 – Notification des décisions et informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions, observations ou informations qui font courir un délai, par tous moyens matériel ou dématérialisé permettant d'attester la date de réception.

Cette notification pourra être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.1.3.2 – Notification des informations relatives au titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et se rapportant :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur sans délai, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue responsable des conséquences pouvant en découler et notamment des retards de paiement des factures.

1.1.3 – Procédure de passation, forme et étendue du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée restreinte en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (3°) du Code de la commande publique. Les dispositions des articles R. 2172-7 à R. 2172-19 relatives aux marchés de décoration des constructions publiques, procédure relative au « 1 % artistique » lui sont également applicables.

S'agissant d'une procédure restreinte, elle se déroulera en deux phases :

1/ Candidature

A l'issue de cette phase, l'acheteur sélectionnera sur l'ensemble des candidatures reçues, trois (3) candidats admis à présenter une offre.

Les modalités de candidature sont définies dans le règlement de la consultation (RC).

2/ Offres

Chaque candidat admis à participer à cette phase aura à produire un dossier complet selon les modalités fixées à l'article 5.1.2 du RC.

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier.

1.1.4 – Allotissement

Le marché n'est pas alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.1.5 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, en cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- ✓ l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- ✓ le présent CCP et ses éventuelles annexes ;
- ✓ le CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✓ l'offre technique du titulaire ;
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

1.2 – Régime financier

1.2.1 – Prix

Le marché est conclu à prix global forfaitaire exprimé en euro (€) HT et TTC. Le prix des prestations sont ceux figurant dans l'offre du titulaire.

1.2.1.1 – Contenu du prix

Le prix indiqué dans l'offre du titulaire est réputé inclure, sans qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter :

- toutes les dépenses de main-d'oeuvre y compris les honoraires éventuels de bureaux d'étude,
- les fournitures et les transports qui participent à la conception, la réalisation, la présentation et l'installation de(s) l'oeuvre(s),
- tous les frais généraux,
- la cession des droits mentionnée à l'article 1.10 du présent CCP,
- les bénéfices,
- les charges sociales ou fiscales et taxes diverses,
- les risques d'accidents personnels ou aux tiers pouvant survenir lors de l'exécution des prestations.

1.2.1.2 – Variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

1.2.1.3 – Unité monétaire

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

1.2.1.4 – TVA

Conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts, le département de la Guyane est provisoirement exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

1.2.2 – Précisions sur les modalités de règlement

1.2.2.1 – Avance

Conformément aux dispositions des articles L. 2191-2, R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

1.2.2.2 – Acomptes

Le candidat dont l'offre aura été retenue, à l'issue de la phase 2, recevra un acompte de 7000,00 € correspondant à l'indemnité due aux candidats retenus en phase 1.

1.2.2.3 – Paiement

La (les) demande(s) de paiement est (sont) réglée(s) à chaque présentation et sur la base de la (des) prestation(s) effectuée(s), après attestation du service fait par l'acheteur.

Le règlement de la (des) facture(s) est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et acquitté par virement sur son compte bancaire.

1.2.2.4 – Contenu des factures

La (les) factures comporte(nt) les mentions réglementaires suivantes :

- ◆ la date d'émission de la facture,
- ◆ le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- ◆ le numéro du marché (n° d'engagement juridique)
- ◆ la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- ◆ l'adresse de facturation si elle est différente de celle de facturation,
- ◆ la date des prestations exécutées,
- ◆ le descriptif sommaire des prestations exécutées,
- ◆ le prix des prestations réalisées, ou lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,

- ◆ le montant total H.T , le montant de la taxe à payer, le montant T.T.C,
- ◆ le cas échéant, les modalités de règlement.

1.2.2.5 – Modalités de transmission des factures

La transmission des factures s'effectuera exclusivement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

1.2.2.6 – Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par l'Administration dès lors que la facture a bien été présentée, et après admission des prestations. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux (2) jours qui est retenue.

1.2.2.7 – Intérêts moratoires

En cas de retard des sommes dues à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il en fasse la demande, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-3 et suivants, et R.2192-31 et suivants. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 40,00 €.

1.2.3 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs

L'article 12 du CCAG de référence s'applique.

1.3 – Délais, pénalités et primes

1.3.1 – Délais et durée d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 08/12/2025.

Aucune reconduction n'est prévue.

1.3.2 – Pénalités

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités. Elle ne nécessite aucune mise en demeure de la part de l'acheteur.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de ses obligations du fait du paiement desdites pénalités.

Les différents cas de pénalités définis au présent CCP sont cumulables.

1.3.2.1 - Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/1000 du montant des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle :

P est le montant de la pénalité ;

V est la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R, le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont dus dès le premier euros.

1.3.2.2 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

L'article 14.2 du CCAG – PI s'applique.

1.3.3 – Primes

Sans objet.

1.6 – Exécution

1.6.1 - Lieux d'exécution

Les prestations du marché s'exécutent sur le territoire de la Guyane française.

1.6.2 – Livraison

Les prestations sont livrées à l'adresse suivante :

Pôle opérationnel de Degrad des Cannes

Route des Plages

97354 REMIRE-MONTJOLY

La livraison se fera dans les conditions fixées à l'article 21 du CCAG-PI.

1.6.3 – Prestations supplémentaires ou modificatives

Lorsqu'en cours d'exécution du marché, les prestations demandées au titulaire modifient, dans le respect des articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique, celles figurant au présent CCP, elles font l'objet d'une modification de marché signée des parties.

Le cas échéant, la modification de marché adaptera et précisera la rémunération du titulaire dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI.

Outre les cas de modification prévus aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique, il pourra s'agir de :

- la prorogation du délai d'exécution de marché après accord entre les parties et formalisée par un avenant ;
- surcoûts éventuels issus des modifications apportées en cours d'exécution du marché.

1.6.4 – Clause de réexamen

L'article 25 du CCAG de référence s'applique.

1.6.5 – Exécution au frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, au frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI.

1.7 – Constatation de l'exécution des prestations – Garantie

1.7.1 – Opérations de vérifications

A la réception de(s) l'oeuvre(s) prestations, l'Administration procède aux vérifications qualitatives et quantitatives et prend une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- ◆ **Admission** : l'Administration reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché ;
- ◆ **Ajournement** : l'Administration estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'administration les prestations mises au point et/ou corrigées ;
- ◆ **Admission avec réfaction** : l'Administration estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, l'Administration prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- ◆ **Rejet** : l'Administration estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

1.7.2 – Destruction des données

La destruction des données par le titulaire est réalisée conformément aux stipulations de l'article 31 du CCAG de référence.

1.8 – Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG de référence. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire :

- pour événements extérieurs au marché : décès ou incapacité civile du titulaire, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique du titulaire,
- pour événements liés au marché : difficulté d'exécution du marché, ordre de service tardif,
- pour faute du titulaire : manquement aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement, inexactitude dans les renseignements ou documents transmis, actions ou pratiques frauduleuses, non respect des délais, ...

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 40 du CCAG de référence, le titulaire a droit à être indemnisé seulement de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après notification de la résiliation du marché.

1.9 – Dispositions diverses

1.9.2 – Assurances

L'article 9 du CCAG de référence s'applique.

1.9.3 – Sous-traitance / co-traitance

1.9.3.1 – Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2193-7 à R. 2193-8 et R. 2193-11 à R. 2193-12 du Code de la commande publique sont applicables.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles du titulaire. A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.

1.9.3.2 – Co-traitance

En application de l'article 3.5.4 du CCAG-PI, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'administration d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

1.9.4 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

1.9.5 - Discrétion et confidentialité

Les candidats sont tenus de maintenir pour confidentiel toute communication de renseignements et de documents, reçue dans le cadre de la consultation et de l'exécution du marché. Ces informations, données à caractère personnel ou relatives aux mesures de sécurité du site, ne peuvent, sans autorisation expresse de l'administration être divulguées, publiées ou communiquées à des personnes étrangères à l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion s'appliquent durant toutes les phases de la consultation, pendant et après l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'Administration pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. Les frais de transmission ou d'envoi liés à la restitution sont entièrement à la charge du titulaire, aucun paiement ne pourra être demandé à l'Administration.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans versement d'indemnité.

1.9.6 – Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés répondent aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

1.9.7 – Protection de la main-d'oeuvre, des conditions de travail et de l'environnement

1.9.7.1 – Protection de la main-d'oeuvre et des conditions de travailleurs

Le titulaire s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail en vigueur, sous peine de résiliation du marché à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations du présent CCP.

1.9.7.2 – Protection de l'environnement

L'article 7 du CCAG-PI s'applique.

1.9.8 – Régularité fiscale et sociale

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
Les documents justifiant de la régularité fiscale et sociale du Titulaire, mentionnés ci-dessus, seront adressés à l'administration par courriel ou tout autre moyen permettant de donner date certaine de sa réception.

1.10 – Propriété intellectuelle et artistiques

Dans le cadre de la création de(s) oeuvre(s), l'artiste conserve les droits moraux sur son/ses oeuvre(s). Les droits patrimoniaux seront cédés aux services de l'État. Cette session s'entend de manière exclusive en France, dans le cadre des activités non commerciales, notamment celles à vocation promotionnelle et pédagogique. Le nom de l'artiste sera systématiquement mentionné sur tous les supports qui pourraient être utilisés, sauf contrainte technique.

1.10 – Différends

Les dispositions de l'article 43 du CCAG PI s'appliquent. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou de l'exécution des prestations.

Les deux parties peuvent recourir aux Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou saisir le médiateur des entreprises conformément aux articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la Commande Publique.

1.11 – Litiges et Contentieux

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour en connaître des litiges.

Tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal administratif de la Guyane :

Tribunal Administratif de la Guyane
7, rue Schoelcher
B.P 5030
97305 Cayenne Cedex
Tph : 0594 25 49 70
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr

1.12 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à ses frais, accompagné d'une traduction en français.

De manière générale, l'ensemble des échanges relatifs au marché se feront en langue française.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE LA COMMANDE

2.1 – Programme général

Entre le fleuve Mahury et la route des Plages, à proximité du Grand port maritime de Dégrad des Cannes, dans la ville de Rémire-Montjoly (Communauté d'agglomération du centre littoral), le Pôle opérationnel des services de l'État en Guyane regroupera les services opérationnels et bureau principal du port des Douanes, les services maritimes et fluviaux de la DGTM (Direction générale des territoires et de la mer) ainsi que la Brigade de surveillance de l'OFB (Office français de la biodiversité).

Ce projet s'affirme comme un ensemble cohérent, structuré et fonctionnel, offrant à l'ensemble des usagers (age153 agents), sur une superficie totale de 9325 m² et une surface utile de 4296 m², toutes les conditions favorables à une qualité de vie au travail optimal dans un environnement naturel préservé au mieux, situé en contrebas du mont Mahury , espace naturel protégé.

Le Pôle opérationnel s'inscrit au cœur d'enjeux économiques et sociétaux majeurs : protection de la ressource halieutique et de la biodiversité terrestre et marine ; lutte contre les diverses formes de prédation de l'environnement d'origine humaine, et notamment la pêche illégale ; entretien d'un site naturel protégé.

Le bâtiment administratif présente une identité tertiaire forte : sa volumétrie est déterminée par la répartition des différents services de l'État présent sur le site, chacun bénéficiant d'une lumière naturelle directe. En deux barres orientées nord/sud afin de limiter les apports solaires. Un axe central de circulation traverse ces volumes afin de n'avoir que deux accès principaux au nord et au sud, tout en différenciant des accès indépendants et contrôlés aux différents services. Entre les volumes, deux jardins paysagers sont aménagés, créant des lieux de rencontre et de détente. La rotation des ailes de bureaux permet d'ouvrir ces jardins et de dégager des vues agréables vers l'écrin végétal environnant.

Le bâtiment bénéficie d'une forte protection au soleil et à la pluie sans aucun apport solaire direct. L'organisation intérieure vise à proposer un confort optimal avec des bureaux desservis par des doubles circulations accueillant les fonctions communes (tisanerie, reprographie, sanitaires) dans des espaces de qualité et organisés autour de puits de lumière : plantés en rez-de-chaussée, ils captent la lumière naturelle en toiture pour la diffuser largement dans l'ensemble des niveaux.

Le bâtiment des hangars présente une volumétrie simple et fonctionnelle avec l'ensemble des fonctions techniques présentes dans cette seule entité. Les hangars à bateaux à l'ouest le long de la voie structurante nord-sud desservant la mise à l'eau, les stockages couverts extérieurs au sud accessibles directement depuis cette voie et les magasins, ateliers et bureaux des techniciens du Pôle Phares et balises dans une enveloppe fermée et sécurisée au nord.

2.2 – La commande

Dossier de candidature

Conformément aux règles du dispositif 1 % artistique, sont éligibles tous les artistes, graphistes et designers engagés dans une démarche professionnelle, français ou étrangers, à la condition qu'ils respectent leurs obligations en matière fiscale et sociale dans leur pays d'origine ou de résidence et qu'ils n'aient pas d'interdiction de soumissionner à un marché public.

Les candidatures devront comprendre les éléments suivants :

- ◆ une lettre de motivation qui témoigne de :
 - x l'intérêt du candidat pour le projet en lien avec sa ou ses recherches artistiques, les méthodes et moyens d'exécution, les matériaux utilisés ainsi que les éléments relatifs à la maintenance de l'oeuvre ;
 - x sa capacité à réaliser le projet artistique en tenant compte notamment des contraintes d'installation, de monstration et de conservation préventive ;
 - x son engagement à s'inscrire dans le calendrier prévisionnel de la conception à la réalisation de l'oeuvre au sein du calendrier global du projet,
- ◆ un curriculum vita (bio) détaillant plus particulièrement l'activité récente de l'artiste ou de l'équipe d'artistes et ses dernières réalisations (expositions, publications, ...)
- ◆ un dossier artistique (portfolio) permettant d'apprécier la démarche artistique dans son ensemble (visuels et/ou texte) format PDF
- ◆ une garantie professionnelle ou n° d'immatriculation de l'artiste (n° SIRET, attestation de la Maison des artistes ou de la Sécurité sociale des artistes-auteurs ou équivalent pour le domaine d'activité concerné ou pour l'artiste étranger) prouvant que le candidat est identifié pour son domaine d'activité ;
- ◆ une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales

Le commanditaire se réserve le droit de refuser les candidatures incomplètes ou non-conformes.

Après réception et validation de la conformité des candidatures, le comité artistique se réunira et analysera chacune des candidatures pour les évaluer.

Les critères de sélection seront les suivants :

- Qualité des travaux présentés et engagement dans une démarche de création contemporaine qui semblent pouvoir entrer en écho avec les éléments du programme (40%)
- Aptitude du candidat à présenter un projet au regard de ses références (30%)
- Motivation exprimée pour le projet, pertinence de la lettre d'intention (30%)

A l'issue de cette réunion, le comité artistique retiendra 3 candidatures pour la phase études.

Le comité artistique

Il réunit :

- le commanditaire (maître d'ouvrage) ou son représentant, qui en assure la présidence,
- l'architecte (maître d'œuvre),
- le responsable de site, chef du service des opérations maritimes et fluviales
- le DCJS ou son représentant,
- une personnalité qualifiée dans le domaine des arts plastiques choisie par le commanditaire,
- deux personnalités qualifiées dans le domaine des arts plastiques nommées par le DCJS, dont une sélectionnée dans une liste établie par les organisations professionnelles d'artistes.
- un représentant de la commune du lieu d'implantation de la construction à assister aux travaux du comité avec voix consultative (sans participation au vote)

Études et réalisation de l'oeuvre

Les artistes ou groupes d'artistes retenus devront envoyer :

UNE ÉTUDE ARTISTIQUE comprenant :

- une description de l'œuvre sous forme de dessin, maquette, simulation numérique,
- l'intégration de l'œuvre dans son environnement (dessin, simulation numérique...),
- une note expliquant les intentions de l'artiste et la philosophie générale du projet.

UNE ÉTUDE TECHNIQUE comprenant :

- un descriptif détaillé des matériaux utilisés et des dimensions envisagées,
- une estimation de la consommation énergétique si l'œuvre utilise de l'électricité ou de l'eau,
- la méthode de fabrication et d'installation
- une notice et un protocole de maintenance de l'œuvre détaillant la nature et la fréquence des interventions nécessaires à son bon fonctionnement et à sa bonne conservation préventive, dont la version définitive sera remise à la livraison,
- un calendrier prévisionnel détaillé de la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation de l'œuvre faisant apparaître les dates clés et respectant le délai global alloué,
- une note exposant le respect des contraintes spécifiques, environnementales ou sécuritaires définies par le commanditaire

DES ÉLÉMENTS FINANCIERS indiquant :

- un budget prévisionnel détaillé de la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation justifiant de l'adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévue,
- la rémunération de l'artiste et la cession de droits d'auteur,
- la répartition du montant de la rémunération entre co-traitants en cas de candidature en groupement.

DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION JURIDIQUE DU CANDIDAT

- une lettre de présentation de la candidature qui doit présenter l'équipe, apporter les précisions utiles concernant le mandataire et la forme du groupement, justifier de la capacité artistique du candidat à réaliser la prestation demandée, au regard des caractéristiques, du contexte, de la technicité de la prestation. Elle doit être accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet seront produites afin d'apprécier la poursuite de l'activité ;
- Une copie de l'attestation de garantie professionnelle (attestation Maison des artistes et AGESEA, n° de SIRET ou équivalent étranger) ;

En cas de groupement, chaque co-traitant doit présenter sa situation juridique et ses capacités (professionnelles, techniques et financières)

2.3 – Montant de la commande

L'enveloppe globale forfaitaire prévisionnelle allouée à cette commande au titre du 1 % artistique est de **140000,00 € TTC**. Elle inclut :

- Le montant du marché conclu avec l'artiste ou l'équipe d'artistes attributaire de la commande qui comprend la conception, les honoraires éventuels de bureaux d'étude (exemple : BET structure, ...), la réalisation, l'acheminement (l'ensemble des transports qui participe à la réalisation et à la

- présentation définitive du projet et de l'œuvre), l'installation l'œuvre, les taxes afférentes, les honoraires de l'attributaire ;
- Les frais de jury et de publicité ainsi que les indemnités aux 2 candidats dont le projet artistique n'a pas été retenu. L'indemnité prévue par candidat non retenu s'élève à **7 000 €**
 - La contribution URSSAF : Le diffuseur est tenu de verser en sus, une contribution de 1,1% du montant HT de la rémunération artistique à l'URSSAF.

2.4 – Caractéristiques techniques : entretien et maintenance

La mise en œuvre et le fonctionnement de(s) l'œuvre(s) d'art ne devront pas être de nature à remettre en question les fonctionnements techniques, organisationnels et structurels du site.

L'artiste retenu est tenu de fournir une fiche technique présentant sa réalisation et indiquant les mesures à entreprendre pour sa bonne conservation.

Le projet proposé devra répondre à certaines caractéristiques de durabilité, d'entretien et de maintenance.

2.4.1 – La durabilité

L'adéquation entre les matériaux, les fixations, la forme et la pérennité garantie de(s) l'œuvre(s), avec notamment, une conception permettant une bonne résistance aux événements climatiques (vent, soleil, pluie).

2.4.2 – L'entretien

La conception de(s) l'œuvre(s) et de ses (leurs) matériaux devront limiter au maximum les contraintes d'entretien en termes de technicité et de fréquence.

2.4.3 – La maintenance

Dans la mesure où il ne sera pas alloué de budget spécifique, la maintenance courante de l'œuvre devra être simple et n'imposer aucun coût supplémentaire ni aucune difficulté particulière. L'œuvre devra être peu consommatrice d'énergie.

L'attention de l'artiste est attirée sur son obligation, s'agissant de l'installation d'une œuvre d'art au sein d'un espace public, de ne pas contrevenir aux normes, règles ou recommandations officielles en vigueur, notamment l'ensemble des normes françaises édictées par l'AFNOR, les dispositions applicables pour l'accessibilité aux personnes handicapées, le code du travail (hygiène, sécurité et conditions de travail), le règlement sanitaire départemental.

2.5– Visite du site

Au stade de la phase des candidatures, aucune visite n'est imposée.

Les candidats admis à présenter une offre devront effectuer une visite préalable des lieux et installations existantes.

ARTICLE 3 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles mentionnées dans le tableau ci-après.

Clauses	Articles du présent CCP qui dérogent au CCAG-PI	Articles du CCAG6PI concernés
Pénalité pour retard	1.3.2.1	14
Résiliation	1.8	40